

Je vais m'arrêter là, monsieur l'Orateur, pour que le député de Broadview puisse aussi prendre la parole.

• (9.50 p.m.)

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, je remercie l'orateur qui m'a précédé d'avoir eu la courtoisie et la bienveillance de me laisser prendre part au débat. Après avoir entendu les discours de députés conservateurs et libéraux, je suis bien convaincu que les Canadiens ne se préoccupent pas en ce moment de savoir si les conservateurs ont eu un taux de chômage plus élevé que les libéraux. Ils s'inquiètent de voir le pays s'en aller à la dérive. Ils se rappellent le slogan du chef du parti conservateur en 1958 sur la grande vision d'avenir pour le Nord, mais, depuis on a tiré le rideau.

**Une voix:** Vous n'aviez pas de vision.

**M. Gilbert:** En 1968, nous avons entendu le slogan de la société juste, qui se transforme en société injuste. C'est une bonne chose que je n'aie pas eu de vision d'avenir du même genre; sinon, nous serions aussi mal en point que l'était le gouvernement conservateur en 1962. Je crois que les Canadiens s'intéressent aux principes énoncés par le Conseil économique du Canada. Ce dernier a déclaré que si le Canada voulait connaître une expansion importante, trois conditions étaient indispensables: le plein emploi avec le chômage ne dépassant pas 3 p. 100, une productivité totale et la stabilité des prix.

Je voudrais parler brièvement de la question du plein emploi. Que constatons-nous aujourd'hui? L'échec complet des méthodes employées par le gouvernement. Lorsqu'au sujet du chômage nous interprétons le chiffre de 6.7 p. 100, nous nous rendons compte que 542,000 personnes sont en cause. Il ne s'agit pas seulement des travailleurs, mais de leur famille qu'ils doivent faire vivre. Il ne me soucie pas d'entendre dire que la Nouvelle-Écosse est en meilleure posture que le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard ou Terre-Neuve. Il m'importe guère non plus d'apprendre que depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur en Nouvelle-Écosse, le taux du chômage a baissé dans cette province. Nous sommes tous Canadiens, monsieur l'Orateur.

Pour leur part, les membres du Nouveau parti démocratique estiment que le taux du chômage s'établît à 10 p. 100 dans les Maritimes, 10 p. 100 dans le Québec et 6.7 p. 100 dans l'ensemble du Canada. Quand je songe aux politiques inefficaces de main-d'œuvre et de recyclage du gouvernement actuel, au fait que 43 p. 100 de la population active n'ont pas

terminé la 8<sup>e</sup> année et que le recyclage qui leur est offert est subordonné à certaines conditions, notamment une 10<sup>e</sup> année pour un cours technique ou encore la participation pendant trois ans à la population active, à l'absence de formation pour les Indiens et les Esquimaux, à l'insuffisance des allocations de subsistance offertes aux travailleurs en voie d'être recyclés, au chaos administratif et à l'absence de méthodes nouvelles pour ce qui concerne le recyclage offert par le ministère de la Main-d'œuvre, je me rends compte que, socialement et moralement, le gouvernement fait banqueroute dans ce domaine.

Je veux parler d'une situation qui intéresse tout particulièrement ma circonscription. Il s'agit de la fermeture de l'usine de la Dunlop Tire entraînant la mise à pied de 600 travailleurs. Le 6 mars, que nous avons baptisé sombre vendredi, la société a réuni les employés et leur a annoncé qu'elle allait fermer son usine. Auparavant, les dirigeants de la société avaient tenu une réunion à Queens Park avec les représentants du gouvernement provincial et une à Ottawa avec les agents autorisés du gouvernement fédéral pour les informer de la fermeture de l'usine. On a exigé le secret de représentants gouvernementaux. C'est le 6 mars que pour la première fois les employés ont reçu la nouvelle qui les a laissés muets d'étonnement. Le 11 mars, ils manifestaient à Queens Park. Le 12 mars, ils rencontraient le ministre du Travail (M. Mackasey) et le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen). On leur a manifesté beaucoup de sympathie, mais on n'a pas trouvé de solution. On leur a dit que c'était un problème provincial et que tout ce qui était du ressort du gouvernement fédéral c'était de leur donner des prestations d'assurance-chômage et de leur faciliter le recyclage.

Tout ce que les employés de la Dunlop voulaient c'est que le gouvernement provincial se livre à une étude de faisabilité pour établir si cette industrie est morte ou vivante au Canada. Ils voulaient que des économistes et des comptables discutent avec les hauts fonctionnaires du gouvernement le potentiel du marché, la structure des prix et décident ensuite s'il fallait fermer l'usine. Monsieur l'Orateur, la compagnie et le gouvernement provincial ont tous deux refusé de le faire. Des télégrammes ont été envoyés au ministre du Travail et au ministre provincial du Commerce et du Développement. Jusqu'ici aucune réponse n'a été reçue quant à la collaboration que donneraient les hauts fonctionnaires dans une étude de faisabilité qui déterminerait si l'on doit ou non continuer l'exploitation de cette compagnie.